

# Indépendance immédiate !

## Les masses catalanes défient l'Etat espagnol

3 octobre – Il y a deux jours, l'Etat espagnol a déclenché une répression massive pour empêcher le référendum sur l'indépendance en Catalogne. Plus de deux millions de personnes ont bravé ce déchaînement policier et sont allées voter – et 90 % d'entre elles se sont prononcées pour une république indépendante en Catalogne.

Le pouvoir castillan de l'Etat capitaliste espagnol ne tolérera aucune opposition à la sacro-sainte unité de la prison des peuples espagnole, qui dénie le droit d'autodétermination aux nations catalane, basque et galicienne. L'état de siège imposé par Madrid est une confirmation éclatante du fait que l'oppression nationale de la Catalogne – et des Basques – ne peut prendre fin qu'avec l'indépendance. L'autonomie est un marché de dupes – c'est Madrid qui garde la haute main. La seule position de principe pour des marxistes révolutionnaires, c'est d'exiger l'indépendance immédiate de ces nations et de rallier les travailleurs d'Espagne et de toute l'Europe derrière ce combat.

Dans les jours précédant le scrutin, les chauvins castillans qui dirigent le pays depuis Madrid ont déclaré illégal le référendum. Des milliers de flics de la Policía Nacional et de la Guardia Civil (gendarmerie) ont été envoyés pour réprimer toute velléité d'autodétermination du peuple catalan opprimé. Les avoirs du gouvernement catalan ont été saisis, beaucoup de ses dirigeants ont été arrêtés, et des descentes de police ont eu lieu dans ses locaux. Des millions de bulletins de vote, d'affiches et d'urnes électorales ont été confisqués. Des dizaines de milliers de personnes ayant manifesté risquent d'être inculpées pour sédition. Des centaines de sites internet pro-

référendum ont été fermés par les autorités espagnoles, y compris ceux du gouvernement catalan. Quiconque est considéré comme responsable d'avoir aidé au déroulement du scrutin est passible de peines de prison et de lourdes amendes.

Des milliers de personnes ont occupé les écoles pendant toute la nuit et se sont rassemblées avant l'aube pour faire en sorte que le référendum ait bien lieu. A l'ouverture du scrutin, la police anti-émeute a fait violemment irruption dans les bureaux de vote ; des électeurs ont été matraqués et traînés jusque dans la rue, des urnes saisies. Ceux qui se trouvaient dehors ont été frappés à coups de balles en caoutchouc, de gaz lacrymogène et de matraque. Près de 900 personnes ont été blessées.

Malgré la terreur policière, le peuple catalan reste debout. A l'heure où nous mettons sous presse, une « grève nationale » appelée

par le gouvernement catalan, les organisations patronales et les syndicats pour protester contre la répression paralyse la Catalogne. La classe ouvrière, en Catalogne et dans toute l'Espagne, doit se mobiliser tout de suite pour

défendre les droits nationaux des Catalans. Dans toute l'Espagne, les travailleurs doivent exiger : **Levée de toutes les inculpations contre les indépendantistes ! Guardia Civil et Policía Nacional, hors de Catalogne !**

La répression brutale menée par le gouvernement espagnol contre le peuple de Catalogne rappelle les longues années de la dictature franquiste. Les Catalans et les républicains basques avaient joué un rôle d'avant-garde dans la Révolution espagnole des années 1930. Mais le triomphe de

**Policía Nacional, Guardia Civil,  
hors de Catalogne !**

**Pour une république  
ouvrière catalane !**

la contre-révolution en 1939, sous la botte du généralissime Francisco Franco, fut suivi de décennies de répression sanglante contre la classe ouvrière et les nations catalane et basque. Et de ce fait, après la mort de Franco en 1975, les luttes des nations opprimées se sont déroulées principalement suivant des lignes de fracture nationales – contrairement aux années 1930, où les classes ouvrières de ces mêmes nations avaient lutté directement pour le pouvoir.

Le gouvernement de droite du Partido Popular (Parti populaire) en place à Madrid descend du régime franquiste. Le Premier ministre Mariano Rajoy a déclaré que le référendum d'indépendance en Catalogne violait la constitution espagnole de 1978. La préservation de l'unité de l'Etat espagnol est un des piliers de cette constitution chauvine et antidémocratique, qui a instauré la monarchie comme autorité suprême bonapartiste. A l'époque, les sociaux-démocrates du Partido Socialista Obrero Español (PSOE) et les staliniens du Partido Comunista de España (PCE, aujourd'hui dissous dans Izquierda Unida) avaient soutenu de façon criminelle la mise en place de cette constitution réactionnaire, à grand renfort de belles paroles sur « l'autodétermination ». Pour préserver une Espagne « une et indivisible », une répression typique d'un Etat policier vise depuis longtemps les combattants indépendantistes basques, y compris sous des gouvernements PSOE.

Des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue en Euskal Herria (Pays basque) pour soutenir le référendum catalan, et le mouvement indépendantiste basque est galvanisé par ce qui se passe en Catalogne. Les nations basque et catalane, qui toutes les deux s'étendent des deux côtés de la frontière entre la France et l'Espagne, sont opprimées par ces deux Etats capitalistes. Des rassemblements de solidarité ont aussi eu lieu dans les régions catalane et basque du côté français de la frontière.

Comme nous l'écrivions dans le document de la dernière

Conférence internationale de la LCI, « *le sort des provinces retenues par la force en France dépend fortement de ce qui se produira du côté espagnol de la frontière. Nous appelons à l'indépendance du Pays basque et de la Catalogne au Nord et au Sud* » (« La bataille contre l'Hydre chauvine », Spartacist édition française n° 43, été 2017).

## Les travailleurs doivent lutter pour la libération nationale

La lutte pour la libération des nations opprimées peut être une puissante force motrice pour la lutte révolutionnaire du prolétariat contre l'ordre capitaliste espagnol. Mais les directions centrales des confédérations syndicales, basées à Madrid, sont imprégnées du répugnant chauvinisme anti-Basques et anti-Catalans de leur bourgeoisie. C'est ainsi que, le lendemain du vote du peuple catalan pour l'indépendance, les directions nationales des deux plus grandes confédérations syndicales espagnoles, les Comisiones Obreras (CCOO) et l'Unión General de Trabajadores (UGT), ont publié une déclaration s'opposant à toute « *déclaration unilatérale d'indépendance* ». Elles ajoutaient : « *Nous ne soutenons ni cette position ni cette stratégie politique.* »

Ce chauvinisme n'est pas seulement un obstacle à la lutte pour la libération nationale des nationalités opprimées ; il sape aussi la lutte de **tous** les travailleurs dans la prison des peuples espagnole contre leurs propres exploiters capitalistes. L'offensive du gouvernement de Madrid contre la Catalogne enhardit les fascistes espagnols, qui manifestent aux cris de « La Catalogne est espagnole ». Ces forces représentent une menace mortelle pour tous les travailleurs, les immigrés et les minorités opprimées d'Espagne, et la classe ouvrière doit se mobiliser pour les stopper.

Ces dernières semaines en Catalogne, des centaines de milliers de personnes ont défié le pouvoir castillan, sa constitution, ses tribunaux et ses flics – le soi-disant ordre démocratique. Lycéens et étudiants se sont mis en grève, tandis que les agriculteurs défilaient dans les rues des villes au volant de leur tracteur et barraient des routes pour protéger les électeurs. Mais, surtout, il y a eu les actions syndicales pour défendre le référendum. Les dockers de Barcelone et de Tarragone ont refusé d'approvisionner les navires hébergeant les agents de la Policía Nacional et de la Guardia Civil. Le syndicat des pompiers est aussi passé à l'action en constituant des cordons de sécurité autour des bureaux de vote.

La classe ouvrière a une énorme puissance sociale ; elle doit être mobilisée pour soutenir la lutte pour l'indépendance. Il faut absolument défendre les dirigeants bourgeois catalans pro-indépendance contre la répression ordonnée par Madrid. Mais les travailleurs doivent être politiquement indépendants de ces politiciens capitalistes et de leurs partis, y compris non seulement les nationalistes bourgeois du Partit Demòcrata Europeu Català (PDeCAT) et de l'Esquerra Republicana (ERC), mais aussi les nationalistes de gauche de la Candidatura d'Unitat Popular (CUP). Bien qu'elle se prétende socialiste, la CUP est un parti petit-bourgeois soutenant le gouvernement bourgeois du PDeCAT et de l'ERC à la Generalitat (le parlement catalan).

Pour la bourgeoisie catalane, l'indépendance signifie le pouvoir de gouverner ceux qu'elle exploite à son profit. Cette bourgeoisie déploiera ses propres forces de répression capitalistes, comme les Mossos d'Esquadra (la police catalane) contre la classe ouvrière. Il serait suicidaire pour le prolétariat et les opprimés de faire confiance à la bourgeoi-

## Vient de paraître !

Le nouveau numéro de **Spartacist**, la revue de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) publiée en quatre langues, reproduit le document principal de la Septième Conférence internationale de la LCI. Le document adopté lors de cette conférence historique tire le bilan d'une bataille cruciale pour rétablir un cadre léniniste sur la question nationale, particulièrement en ce qui concerne les nations opprimées à l'intérieur d'Etats multinationaux. Ce numéro est aussi disponible en anglais et en espagnol.



Edition française  
n° 43, été 2017  
1 € (32 pages)

L'édition française de *Spartacist* est envoyée à tous les abonnés au *Bolchévik*.

Chèques à l'ordre de : Société d'édition 3L  
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

sie catalane pour mener la lutte de libération nationale. **Pour une république ouvrière catalane !**

C'est le Parti bolchévique en Russie qui avait montré la voie, rassemblant les nationalités opprimées sous son drapeau en se faisant le champion du droit à l'autodétermination nationale. Comme l'écrivait Léon Trotsky, qui dirigea aux côtés de Lénine la révolution prolétarienne bolchévique de 1917 :

« Pour obtenir l'émancipation et un relèvement culturel, les nationalités opprimées se trouvaient forcées de lier leur sort à celui de la classe ouvrière. Et pour cela il leur était indispensable de se débarrasser de la direction de leurs partis bourgeois et petits-bourgeois, c'est-à-dire de précipiter la marche de leur évolution historique. »

- Histoire de la Révolution russe (1932)

## A bas l'UE impérialiste !

Les nationalistes bourgeois catalans cherchent depuis longtemps leur salut du côté de l'Union européenne (UE). Immédiatement après le référendum, Carles Puigdemont, le chef du gouvernement catalan, déclarait : « *J'en appelle directement à l'Europe [...]. L'Union européenne ne peut pas continuer à regarder ailleurs.* » En réponse, la Commission européenne a clairement exposé la position de l'UE en déclarant que « *le scrutin organisé hier en Catalogne n'était pas légal* », avant de réitérer qu'« *il s'agit d'une question interne à l'Espagne qui doit être réglée dans le respect de l'ordre constitutionnel de ce pays* ».

L'UE est déterminée à garder intactes les frontières actuelles en Europe, de crainte que l'éclatement de l'Espagne ou d'un autre Etat membre ne fasse s'écrouler tout le château de cartes de l'UE. En tant que marxistes, nous sommes opposés par principe à l'UE, un consortium réactionnaire de pays capitalistes. L'UE a pour objectif d'augmenter les profits en pressurant les travailleurs dans toute l'Europe, tandis que ses membres dominants – l'Allemagne et, dans une moindre mesure, la France – l'utilisent pour se subordonner toujours davantage les pays européens plus faibles. Notre opposition à l'UE est prolétarienne et internationaliste. Nous luttons pour des révolutions ouvrières sur tout le continent, pour aboutir à une union volontaire dans le cadre d'Etats-Unis socialistes d'Europe.

Après la crise financière internationale de 2008, l'UE a imposé à l'Espagne une terrible austérité, alors même que la monnaie unique, l'euro, privait l'Espagne de l'option de dévaluer sa monnaie pour alléger le poids de la crise. Le gouvernement de Madrid, alors dirigé par le PSOE, a appli-

qué avec zèle les mesures d'austérité de l'UE. De leur côté, les nationalistes catalans à la Generalitat ont aussi appliqué de brutales mesures d'austérité contre les travailleurs et les opprimés.

L'UE poursuit aussi dans toute l'Europe une politique de cassage des syndicats. En 2014, la Cour de justice européenne a décrété que les syndicats des dockers espagnols violaient les règles de l'UE sur la « liberté d'entreprendre ». Le gouvernement Rajoy a publié un décret ordonnant la soumission aux règles de l'UE. En réponse, des milliers de dockers dans toute l'Espagne, y compris en Catalogne et au Pays basque, ont mené au début de cette année une série de grèves contre ces tentatives de casser leur syndicat.

## La gauche réformiste est attachée à l'ordre bourgeois

En Espagne, les réformistes de toute sorte s'opposent depuis des années à l'indépendance de la Catalogne, tout en prétendant lutter pour l'autodétermination. Le Corriente Revolucionaria de Trabajadores y Trabajadoras (CRT), affilié à la Fraction trotskyste-Quatrième Internationale néo-moréniste [dont les partisans en France animent le « Courant communiste révolutionnaire » du NPA] prétendait à grands cris défendre le « droit de décider » lors du référendum, tout en s'opposant ouvertement à l'indépendance de la Catalogne. Ils ont écrit : « *Nous n'appelons pas à voter oui, parce que nous ne sommes pas des indépendantistes et que nous ne sommes pas favorables au processus républicain et constitutionnel proposé par Junts pel Sí [la coalition parlementaire nationaliste bourgeoise] et la CUP* » (isquierdadiario.es, 27 septembre).

Le groupe Izquierda Revolucionaria/Esquerra Revolucionària (IR/ER), affilié au Comité pour une Internationale ouvrière (CIO) de Peter Taaffe [en France la Gauche révolutionnaire, partie intégrante de la France insoumise du chauvin bourgeois Mélenchon], proclamait de même que « *le peuple de Catalogne a le droit de décider* », tout en prenant bien soin d'assurer aux adversaires chauvins de l'indépendance que « *quiconque ne soutient pas l'indépendance a clairement la possibilité de voter contre* ». Puis, la veille du jour où des millions de personnes ont voté pour une république catalane indépendante... ces fieffés opportunistes se sont prononcés pour l'indépendance.

Les taaffistes ont passé des années à l'intérieur du PSOE et ils sont complètement imprégnés du chauvinisme de ce parti social-démocrate. En 2014 encore, l'IR/ER s'opposait explicitement à l'indépendance dans une brochure intitulée

### Le Bolchévik

Publié par le Comité central de la Ligue trotskyste de France  
4 numéros (1 an) plus *Spartacist* (édition française)  
Etat français : 3€  Etat espagnol : 4,50€

### Espartaco

Publicación del Grupo Espartaquista de México  
4 numéros. Incluye *Spartacist* (Edición en español)  
2€

*Spartacist*, organe du Comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), est publié en allemand, en anglais, en espagnol et en français.

Centre international : ICL, Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA - Site web : [www.icl-fi.org](http://www.icl-fi.org)

## Abonnez-vous !

Nom : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ CP : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L  
LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10 France  
Contact : +33 (0)1 42 08 01 49 [ltfparis@hotmail.fr](mailto:ltfparis@hotmail.fr)

*¡Por el derecho a la autodeterminación, por el socialismo !  
(Pour le droit à l'autodétermination, pour le socialisme !) :  
« La tâche du mouvement ouvrier, là-bas comme ici, en  
Euskal Herria et en Catalunya, dans l'Etat espagnol dans  
son ensemble et en Europe, n'est pas de construire de nou-  
veaux Etats et d'ériger de nouvelles frontières, mais de  
construire le socialisme à l'échelle mondiale. »*

L'éclatement de l'Etat espagnol chauvin-castillan, avec sa monarchie et ses nostalgiques du franquisme, représenterait un immense pas en avant pour les luttes de tous les travailleurs d'Espagne contre la bourgeoisie. La lutte de libération nationale de la Catalogne et du Pays basque est intégralement liée à la lutte pour renverser la domination capitaliste dans toute l'Espagne et dans toute la France. Pour mener les travailleurs et les opprimés dans cette lutte, il faut des partis d'avant-garde léninistes-trotskyistes, sections

nationales d'une Quatrième Internationale reforgée. ***A bas la monarchie espagnole ! Pour des républiques ouvrières !***

– Traduit de Workers Vanguard n° 1119, 6 octobre 2017

## **Ligue trotskyste de France**

### **Paris**

Le Bolchévik  
BP 135 -10  
75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

### **Rouen**

LTF, Centre 316,  
82 rue Jeanne D'Arc  
76003 Rouen

Tél : 09 73 62 16 10

**e-mail : [ltfparis@hotmail.fr](mailto:ltfparis@hotmail.fr)**